

Si nous envisageons pour l'avenir un réseau de distribution de gaz naturel, tant dans l'Ouest que dans l'Est du Canada, entreprise à laquelle participeraient à la fois les gouvernements provinciaux et les municipalités, — je crois que c'est ce qui arrivera de toute façon, — nous pourrions assurément protéger ces gouvernements provinciaux et ces municipalités en transformant ce pipe-line en une entreprise d'État qui relèverait de la juridiction du gouvernement fédéral et que tous pourraient utiliser librement comme canalisation publique, sous réserve des règlements édictés par le Parlement du Canada.

A mon avis, le gouvernement ferait bien de prendre lui-même l'initiative d'aménager cette canalisation jusqu'à Winnipeg dès cette année. J'ai peine à croire que le ministre du Commerce du Canada ait à téléphoner au président d'une société particulière américaine pour lui demander, en quelque sorte à genoux, si nous pouvons exploiter certaines de nos propres ressources naturelles de l'Ouest en vue de les transporter vers l'Est. En vérité, on peut dire que la situation en est arrivée à un point assez peu rassurant si on songe que nous sommes dans l'incapacité de soulager le chômage au Canada puisque le président d'une société américaine a décidé de priver la population canadienne d'une ressource qui lui appartient en propre. J'ignore quelles protestations le Gouvernement a adressées au gouvernement des États-Unis en ce qui concerne d'autres questions, mais je crois bien qu'une protestation serait tout à fait dans l'ordre dans ce cas-ci.

C'est là une des entreprises les plus importantes, mais il reste encore bien des secteurs où l'État pourrait placer des capitaux. Nous avons déjà dit et nous le répétons aujourd'hui que le gouvernement devrait participer à l'aménagement d'un réseau routier d'un océan à l'autre. On estime qu'en ce moment cela relève des gouvernements provinciaux. Le gouvernement fédéral, sans doute, a bien aidé à l'aménagement de la route transcanadienne, mais au rythme auquel se développe la circulation routière dans notre pays, pas seulement du point de vue du nombre de voitures, mais encore de celui du poids de celles-ci, il n'est pas douteux que bon nombre des routes actuelles cesseront bientôt d'être utiles, compte tenu de l'allure à laquelle elles se dégradent. Voilà assurément une entreprise en tous points recommandable, propre à servir utilement la population, à augmenter l'embauche et à provoquer une recrudescence générale de l'activité d'une extrémité à l'autre de notre pays.

[M. Zaplitny.]

Nous avons ensuite proposé un programme de construction de logements à loyer modique, non seulement pour accroître le nombre des logements, mais aussi pour remédier au chômage. Ensuite, il a été question des passages à niveau, qui ont suscité une longue discussion. Une petite somme est maintenant à la disposition des municipalités désireuses de participer à des programmes d'élimination des passages à niveau, mais cette somme de 5 millions est ridicule pour une entreprise de cette nature dans un pays comme le Canada. Voilà encore une œuvre utile qui faciliterait la circulation et accroîtrait la sécurité des véhicules et des gens et que le gouvernement fédéral pourrait utiliser pour stimuler l'embauche.

Je suis aussi d'avis que le gouvernement pourrait mettre en œuvre un vaste programme national de conservation qui embrasserait l'irrigation, l'assèchement, le reboisement et l'énergie hydro-électrique. Toutes ces dépenses se rembourseraient d'elles-mêmes, parce qu'elles donneraient plus de valeur au pays, susciteraient une activité économique plus intense ainsi que le développement de nos ressources et, en même temps, seraient une source d'emplois dont on a tant besoin.

Je proposerais également au Gouvernement de faire aménager des entrepôts pour les produits agricoles. Il est vrai qu'à la suite de la récolte médiocre de l'année dernière, la congestion dans nos élévateurs pose, depuis quelques mois, un moins grand problème qu'il y a un an. Mais, dans l'Ouest, nous sommes tous pleins d'espoir, tous optimistes. Nous espérons avoir une grosse récolte en 1955. S'il en est ainsi, nous en serons, à l'automne, au même point qu'il y a un an, et tous les élévateurs seront pleins, ainsi que leurs annexes, les élévateurs terminus aussi, et l'agriculteur verra ses céréales rester dans les champs, d'où il ne lui sera pas possible de les enlever. Pourquoi ne pas faire preuve d'un peu de prévoyance en commençant dès maintenant à aménager des entrepôts pour ces céréales, ainsi que pour les autres produits agricoles non périssables dont on pourrait constituer des réserves afin de les utiliser dans les années maigres, lorsque la demande sur le plan international sera peut-être plus forte qu'aujourd'hui?

Tout ceci augmenterait le produit national brut et notre richesse au Canada, et créerait des emplois utiles. Voilà donc certaines initiatives qu'on pourrait prendre immédiatement.

Je consacrerai, cet après-midi, quelques instants à l'aspect national, plutôt que régional du problème du chômage. J'estime qu'il est